

## Contexte sur le Genre au Burundi

Au Burundi, comme dans la plupart d'autres sociétés, la culture attribue aux filles et aux femmes des rôles et fonctions différentes de celles des garçons et des hommes et ce fait engendre des situations inégalitaires qui freinent le développement. Les rôles sexospécifiques dans la société burundaise relèvent en effet d'une culture patriarcale très forte. C'est une culture patrilinéaire dans laquelle l'homme incarne l'autorité au sein du ménage, prend des décisions capitales et fournit les moyens de subsistance au sein du ménage.

Ceci a pour conséquence que la femme burundaise n'a ni droit de succession, ni droit de propriété ni droit de contrôle des ressources.

La femme rurale a pour principale responsabilité de cultiver les champs, d'élever le bétail, de collecter l'eau et le bois, et de prendre soin de sa famille. Ces responsabilités familiales et domestiques sont souvent très lourdes et lui laissent très peu de temps à consacrer aux activités génératrices de revenus.



En outre, le manque d'accès à des sources d'énergie moderne alourdit davantage son fardeau.

Le programme d'appui à la décentralisation et à la lutte contre la pauvreté (ADLP) subit les mêmes cas d'inégalité dans sa zone d'intervention et soutient fermement l'idée d'augmenter les capacités des femmes à participer, en termes de décision, aux politiques et aux programmes nationaux visant le développement d'une communauté.

## Prise en compte du genre chez ADLP

Le programme d'Appui à la Décentralisation et à la Lutte contre la pauvreté ADLP en sigle est un programme de la coopération technique allemande qui a comme objectif global de renforcer les conditions pour la résilience de la gouvernance locale. La province de Gitega (11 communes) et de Mwaro (6 communes) constituent sa zone d'intervention avec un total de 1.237.657 personnes dont 52,8% de sexe féminin. Le programme se focalise sur les groupes sociaux qui se caractérisent par une faible implication dans les instances de prise de décision, faible accès aux services sociaux de base et d'autres ressources (l'accès à la terre, au crédit, travail, formation...). Dans son appui, le programme ADLP considère la promotion de l'égalité Hommes-Femmes comme une clé pour réduire la pauvreté et instaurer un développement durable et fait de l'approche genre un outil de planification.

*Avec un budget de 8M d'euros, le programme ADLP intervient à travers trois champs d'action à savoir : la décentralisation et la Gouvernance locale, la participation citoyenne et la promotion de l'économie locale.*

### Approches du programme

Renforcer les capacités des leaders communaux entre autres les femmes en vue de leur autonomisation en matière de gouvernance.

Susciter la participation active des femmes dans la prise des décisions qui influent sur la vie de la commune en général ainsi que sur leurs intérêts particuliers.

Créer un environnement propice et veiller à ce que les besoins des femmes rurales, leurs priorités et leurs apports soient systématiquement pris en considération, et faire en sorte qu'elles participent pleinement à l'élaboration, à la mise en œuvre et au suivi des Plans Communaux de Développement Communautaire Développement de l'entreprenariat féminin en faisant des activités socioéconomiques de la femme un outil de son empowerment.

## Rôle de la femme dans la gestion communale

Pour permettre aux administratifs de développer leur compétence à diriger et être des leaders dans leur communauté, le programme a appuyé des formations à l'endroit des administratifs en rapport avec la mobilisation des recettes, la gouvernance locale, la gestion financière, la coordination des interventions, la planification participative communale, l'élaboration du PAI, le plaidoyer, les techniques d'archivage et le suivi évaluation. Au niveau individuel, ce renforcement de capacité a permis aux femmes leaders de développer la confiance en soi et d'accéder à d'autres postes de responsabilité.



**Habonarugira Suavis , au début Conseiller Technique chargé des affaires administratifs et sociales mais aujourd'hui Administrateur communal depuis 2005:**

« Avant les formations, je me disais que ma mission de gérer et développer la commune Bukirasazi était impossible et j'avais peur de m'exprimer en public. Mais après les formations, c'est avec satisfaction que je réponds aux questions en rapport avec tous les secteurs de la vie de la commune. J'ai pu accéder à d'autres postes de responsabilité et je suis fière d'occuper cette fonction d'administrateur communal et ainsi contribuer au développement de ma commune. Avant les formations, les recettes ne dépassaient pas 27 mil-

lions. Depuis que j'ai bénéficié les formations, les recettes n'ont cessé d'augmenter allant jusqu'à 57 millions. Actuellement, tout le personnel est payé à temps à travers leurs comptes avec une régularité dans le paiement pour les contributions sociales ». Au niveau familial, les femmes deviennent complémentaires de leurs maris dans l'accomplissement des devoirs familiaux.

**NAHIMANA Modeste, perceptrice en commune Nyabihanga aussi bénéficiaire de la formation le confirme en ces termes :** « mon mari s'occupe du ménage pendant que je fais la collecte et le montant que je gagne (10% des recettes recouvrées), je l'affecte pour les dépenses du ménage. Je suis toujours celle qui collecte le plus de recettes dans notre commune et j'ai déjà ouvert un compte à la COOPEC. S'il y a un besoin au sein du ménage, j'utilise cet argent. »



## Femme et la gestion pacifique des conflits

Depuis ses débuts, le Programme appui ponctuellement le Centre de Développement Familial et Communautaire (CDFC) dans la mise en place des comités de lutte contre les VBG et la mise en œuvre de leurs plans d'action à tous les échelons de la province.

Avec cet appui, il s'observe des changements surtout au niveau sociétal car aujourd'hui la femme joue un rôle pacificateur. Les femmes relais appelées « IMBONEZA » qui font partie des comités de lutte contre les Violences Basées sur le Genre (VBG) en collaboration avec les structures habilitées règlent les différents types de violences dans les délais impartis.

Les violences sexuelles sont transférées aux services habilités (santé et justice), les autres types de violences sont résolus par les structures locales. Ceux qui ont commis les viols sont aussi punis conformément à la loi.

## Femme et le développement communal

L'élaboration du plan communal de développement communautaire (PCDC) est un processus qui permet à la femme d'analyser, de prioriser, et

de choisir les projets qui tiennent compte à la fois des réalités locales, des aspirations des populations et de ses besoins spécifiques.



Elaboration du plan communal de développement communautaire.

Dans sa zone d'intervention, le programme appui l'élaboration des PCDC et veille à ce que les femmes soient impliquées à tous les niveaux dans le souci de promouvoir une citoyenneté responsable engagée pour un développement durable et équitable.

Grâce à cet appui, les femmes font partie des équipes de planification à tous les niveaux et participent majoritairement dans le processus de planification.

## Participation de la femme aux processus de prise de décision

Pour être bien outillé et défendre les intérêts de la population, la femme doit connaître ses droits et devoirs et ainsi participer activement dans les instances de prise de décisions.

Au début des activités d'appui à la participation citoyenne, le programme a organisé des rencontres à l'endroit des organisations de la société civile locale des domaines agriculture et santé.

Une sensibilisation sur le bienfondé de travailler en réseau afin de mieux défendre leurs intérêts par secteur a été menée. Les femmes ont également été sensibilisées pour qu'elles soient suffisamment représentées dans les comités des plateformes d'organisation de la société civile locale à tous les niveaux à savoir colline, zone et commune et cela dans chacun des deux secteurs appuyés par le programme.

Dans le secteur santé par exemple, on a 127 femmes contre 137 hommes au poste de présidence, 173 femmes sur 91 hommes au poste de vice-présidence, 161 femmes contre 103 hommes au poste de Secrétariat et 118 femmes sur 147 hommes au poste de Conseiller. Cela leur a permis de prendre une position importante dans leur com-



munauté, elles peuvent prendre publiquement la parole alors que selon un adage burundais traduit ainsi en français : « la poule ne peut pas chanter en présence du coq ».

En tant qu'interlocutrice privilégiée de la population envers l'administration, les femmes représentantes des plateformes participent également dans les séances de redevabilité et soumettent les doléances des groupements des associations à la base par secteur.



## Faire des activités économiques de la femme un outil de son empowerment

En appuyant le secteur agricole dominé par les femmes par la promotion des filières banane et pomme de terre, le programme renforce l'entrepreneuriat féminin ce qui rend les activités socioéconomiques de la femme l'outil de son empowerment.

Grâce aux différents appuis du programme reçus au niveau technique et organisationnel, les promoteurs des chaînes de valeur ajoutée ont pu augmenter le rendement et la rentabilité de leur production. Le rendement moyen est passé de 4 à 20 tonnes/ha avec des maximas atteignant plus de 30t/ha. Le régime de banane est passé de moins de 8kg au moins 25 Kg soit une production moyenne de 50 Tonnes/ha/an. En appuyant les UP banane et pomme de terre, le programme sensibilise les ménages sur la répartition équitable des rôles, des res-



ponsabilités et des ressources. En effet, lors de l'enquête d'avril 2017, 109 femmes dont les maris sont des responsables des UP sur un total de 141 femmes interrogées lors de l'enquête, soit 77,3% ont déclaré qu'elles sont associées aux travaux de leurs unités de production.

Sur les 109, 95,4% ont affirmé qu'elles participent dans l'exécution des travaux, 67% participent dans la prise de décision sur l'affectation de la production et 77,1% participent dans la prise de décision sur l'affectation des recettes. Cela permet à la femme d'augmenter son revenu et de se sentir autonome. Elle peut subvenir à ses besoins en payant les frais scolaires, en effectuant toutes les dépenses du ménage. Elle peut même acheter des lopins de terre sur base du bénéfice enregistré.

## Développement de la filière vannerie en faveur des femmes



Le programme appui les femmes artisans dans la production des objets de vannerie et dans la conquête du marché sur la scène internationale. Au cours de cette année, 50 femmes ont été formées en production des objets, en marketing et en organisation pour une conquête internationale et on enregistre déjà plus de 3000 pièces de bracelets déjà des produits vendus vers d'autres pays.

Avec cet argent, les femmes ne se sentent plus comme des êtres inférieures et Cela augmentera la reconnaissance de l'appui du programme aux activités genre avec une visibilité plus étendue. Outre le groupe d'artisans, le programme accompagne également un groupe de jeunes entrepreneurs, qui serviront de lien entre les artisans et les marchés nationaux, régionaux et principalement interna-

## Mise en œuvre de la stratégie genre GIZ Burundi

Au niveau du programme, des personnes focales genre existent à chaque antenne dans sa zone d'intervention et une personne focale au niveau centrale pour centraliser les actions menées dans tout le programme. La réalisation des activités se fait en collaboration et avec l'implication de toute l'équipe et en particulier les responsables des composantes qui sont garant de la mise en œuvre des activités et du responsable de la planification, suivi et évaluation du programme qui veille sur l'impact de ces appuis. Une session de formation interne sur le « genre et développement et des outils méthodologiques adaptés pour une meilleure intégration du genre » a été déjà effectuée à l'endroit des animateurs et encadreurs qui jouent un grand rôle dans la mise en œuvre et le suivi des activités sur terrain.

### Défis

La programme n'a pas d'influence sur l'intégration des femmes dans les postes politiques au niveau des instances de prises de décisions mais se contente de former au même titre que les hommes, les femmes qui ont font déjà parti. La pression culturelle qui fait que la femme ru-

rale tend à s'enfermer dans des fonctions supports (l'éducation des enfants, la cuisine, le ménage, puiser l'eau chercher du bois, cultiver les champs etc.) et ne développe pas encore une aspiration à des fonctions élevés comme décideur clé ou se heurte toujours à la non valorisation par son entourage masculin en partant même du cadre familial

### Perspectives

(1) Le projet qui porte son focus sur le renforcement des capacités prévoit une grande activité de renforcement du leadership féminin au niveau de son appui à l'endroit des comités des plateformes des organisations de la société civile locale en vue de développer l'autonomisation des femmes mais également renforcer le plaidoyer auprès de leurs pairs hommes pour qu'ils aident à lutter contre toute discrimination liée au genre. (2) L'autonomisation de la femme comprend aussi l'aspect du développement d'un potentiel d'accès à des ressources financières pour briser la dépendance totale des femmes rurales à leurs maris et familles. Ainsi le projet renforce le développement socio-économique des bénéficiaires sans oublier les femmes.



## GIZ - ADLP

Programme d'Appui à la Décentralisation et à la Lutte contre la Pauvreté

BP 41, Boulevard du 28 Novembre, n°71, Bujumbura

T : + 257 22 22 56 76, E : [alexander.proehl@giz.de](mailto:alexander.proehl@giz.de), I : [www.giz.de](http://www.giz.de)